

Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

*Numéro spécial consacré aux enjeux nucléaires
de la guerre en Ukraine*

EMMANUELLE MAITRE
Observatoire sous la direction de
BRUNO TERTRAIS

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS.....	3
VEILLE	4
1. États-Unis.....	4
2. Inde-Pakistan.....	4
3. Russie.....	4
4. France.....	4
5. Corée du Nord	4
6. OTAN et multilatéral	4
DOSSIER – GUERRE EN UKRAINE : LES DIMENSIONS NUCLÉAIRES	5
1. L’ombre du nucléaire sur la guerre d’Ukraine Par Bruno Tertrais	5
2. Les facteurs du désarmement nucléaire ukrainien Par Benjamin Hautecouverture	9
3. Le désarmement nucléaire de l’Ukraine, de 1991 à 1998 : chronologie indicative Par Benjamin Hautecouverture	12
4. Interrogations sur le rôle de la dissuasion de l’OTAN Par Solène Meyzonnade et Emmanuelle Maitre	14
5. Le point de vue chinois Par Antoine Bondaz	18
6. Un nouvel avatar de la crise de l’ordre nucléaire mondial ? Par Emmanuelle Maitre	21
BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE	23
1. Bibliographie sur le conflit en Ukraine et les questions nucléaires.....	23
CALENDRIER	26

Mars 2022

AVANT-PROPOS

La guerre d'invasion russe en Ukraine est un événement majeur qui a des conséquences importantes en matière de dissuasion nucléaire et de manière plus large sur l'ordre nucléaire global. En conséquence, ce bulletin se centre sur ces événements qui sont évoqués sous plusieurs angles.

Tout d'abord, la question très large de la logique de dissuasion est analysée. La question de la doctrine russe est également rappelée, avec en particulier une analyse de la notion de rehaussement du seuil d'alerte, annoncée par Moscou dès le début des opérations.

Par ailleurs, deux articles rappellent comment la question nucléaire s'est posée pour l'Ukraine au moment de l'indépendance, et évoquent le processus de désarmement retenu à l'époque. Un autre évoque les conséquences de l'invasion sur le régime de non-prolifération et les perspectives dans ce domaine.

Parmi les autres sujets traités, figurent la perception chinoise de la crise et la manière dont le conflit peut faire évoluer la perception de la dissuasion nucléaire et de l'OTAN dans les pays européens.

Enfin, ce bulletin recense les publications récentes sur le sujet.

Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.

VEILLE

1. États-Unis

2 mars 2022 : décision de [reporter un tir](#) de Minute-man III¹.

24 mars 2022 : première [patrouille](#) réalisée avec un équipage partiellement féminin (hors officiers) sur l'USS Wyoming².

28 mars 2022 : publication des [propositions budgétaires de l'administration](#), qui confirment l'abandon du missile de croisière mer-sol introduit en 2018 (analyse détaillée dans le prochain bulletin)³. Transmission en parallèle au Congrès de la [version classifiée](#) de la *Nuclear Posture Review* et de la *Missile Defense Review*⁴.

2. Inde-Pakistan

15 mars 2022 : [tir accidentel](#) du missile de croisière BrahMos, suite à une [erreur](#)⁵, atterrissant à environ 150 km de la frontière sur le territoire pakistanais⁶.

23 mars 2022 : tir d'essai réussi du missile [BrahMos](#) depuis les îles Nicobar et Andaman⁷.

3. Russie

18 mars 2022 : après l'utilisation des SS-21 Tochka et SS-26-Iskander-M, utilisation par l'armée russe de l'ALBM à double capacité [Kinzhal](#) en Ukraine⁸.

4. France

1^{er} mars 2022 : selon le *Télégramme*, [patrouille simultanée de deux SNLE français](#), une première depuis 1981⁹.

16 mars 2022 : *Air&Cosmos* indique que [trois SNLE](#) sont désormais en patrouille¹⁰.

24 mars 2022 : tir réussi du missile [ASMPA](#) rénové¹¹.

5. Corée du Nord

5 mars 2022 : lancement d'un [missile](#) sur 270 km, décrit comme un composant d'ICBM¹².

24 mars 2022 : tir d'un ICBM, initialement annoncé comme le [Hwasong-17](#), puis décrit comme une version modifiée du [Hwasong-15](#)¹³, avec vol sur 1 100 km et retombée dans les eaux territoriales japonaises¹⁴.

6. OTAN et multilatéral

14 mars 2022 : décision prise par Berlin d'acquiescer jusqu'à 35 [F-35A](#), en particulier pour poursuivre la participation à la mission nucléaire de l'OTAN¹⁵.

11 mars 2022 : nouvelles dates annoncées pour la Conférence d'examen du TNP, du 1^{er} au 26 août 2022.

¹ Phil Stewart et Idrees Ali, « U.S. delays ICBM test-launch in bid to de-escalate Russia nuclear tensions », *Reuters*, 2 mars 2022.

² Ashley Berumen, « USS Wyoming women make history during ballistic-missile submarine patrol », US Strategic Command, 24 mars 2022.

³ Valerie Insinna, « Biden administration kills Trump-era nuclear cruise missile program », *Breaking Defense*, 28 mars 2022.

⁴ Fact Sheet: 2022 Nuclear Posture Review and Missile Defense Review, Department of Defense, 28 mars 2022.

⁵ Manu Pubby, « Brahmos misfiring: Probe points to Group Captain for failing to maintain safety standard, say sources », *Economic Times*, 24 mars 2022.

⁶ Umair Jamal, « Pakistan Alarmed over India's Accidental Missile Firing », *The Diplomat*, 14 mars 2022.

⁷ Taniya Dutta, « India test-fires nuclear-capable BrahMos supersonic missile », *National News*, 24 mars 2022.

⁸ Paul Kirby, « Russia claims first use of hypersonic Kinzhal missile in Ukraine », *BBC*, 19 mars 2022.

⁹ Élise Vincent, « Guerre en Ukraine : « le rouleau compresseur » russe risque de finir par passer, selon le chef d'état-major des armées », *Le Monde*, 6 mars 2022.

¹⁰ Jean-Marc Tanguy, « Guerre en Ukraine : la France relève son niveau d'alerte nucléaire », *Air&Cosmos*, 14 mars 2022.

¹¹ Succès du tir de qualification du missile air-sol moyenne portée amélioré (ASMPA) rénové, sans charge militaire, Direction générale de l'armement, 24 mars 2022.

¹² Vann Van Diepen, « North Korea Tests Spy Satellite Components », *38th North*, 9 mars 2022.

¹³ « (LEAD) N. Korea seems to have fired Hwasong-15 ICBM last week, S. Korea's military tells lawmakers », *Yonhap News Agency*, 29 mars 2022.

¹⁴ « North Korea tests banned intercontinental missile », *BBC*, 24 mars 2022.

¹⁵ « Germany to buy up to 35 Lockheed F-35 fighter jets », *Reuters*, 14 mars 2022.

DOSSIER – GUERRE EN UKRAINE :

LES DIMENSIONS NUCLÉAIRES

1. *L’ombre du nucléaire sur la guerre d’Ukraine*

Par Bruno Tertrais

La guerre russe contre l’Ukraine est à bien des égards un conflit « en ambiance nucléaire », avec cinq dimensions différentes :

- La « sanctuarisation agressive » : abritée derrière sa capacité nucléaire, la Russie s’autorise à conduire des opérations offensives majeures. L’expression forgée par Jean-Louis Gergorin au début des années 1990 rend sans doute mieux compte de l’attitude de Moscou que le « paradoxe de la stabilité-instabilité » (théorie développée par Glenn Snyder dans les années 1960), qui concerne les affrontements directs entre États nucléaires.
- L’intérêt prétendu de l’Ukraine pour l’arme nucléaire, évoqué dans l’intervention de M. Poutine du 24 février annonçant le début de la guerre. Cette référence pouvait étonner, dans la mesure où le président russe fustigeait dans le même discours l’intervention militaire américaine en Irak. On peut penser qu’il s’agissait d’une manière oblique de suggérer que Kiev ne respectait pas les termes des memoranda de Budapest.
- Le referendum constitutionnel biélorusse (également le 27 février), qui autorise dans les faits le déploiement d’armes nucléaires russes sur le territoire.
- Les craintes suscitées par les opérations militaires autour des centrales nucléaires ukrainiennes (Tchernobyl, Zaporizhzhia) – qui ne semblent pas toutefois avoir été motivées par la volonté de créer délibérément un incident radiologique.
- Enfin, bien sûr, les multiples références explicites et implicites de M. Poutine à la force de dissuasion nucléaire russe, et sa décision (le 27 février) de changer la posture des forces stratégiques.

*

Comme pour nombre de crises majeures, la guerre en Ukraine est riche d’enseignements pour la dissuasion à bien des égards.

S’agissant de la dissuasion en général, les pays occidentaux ont tenté dès l’automne d’empêcher une opération en Ukraine en promettant à Moscou des sanctions « massives ». L’asymétrie des enjeux et une mauvaise appréciation de situation de la part de M. Poutine (sur la situation en Ukraine, la vul-

néralité de l'économie russe, la vigueur de la réaction occidentale) ont conduit à un échec de la dissuasion.

Celle-ci continue toutefois d'être exercée au cours du conflit, notamment pour décourager Moscou d'escalader. En particulier, les pays occidentaux ont cherché à dissuader Moscou de recourir à l'arme chimique, sans reprendre explicitement à leur compte l'expression « ligne rouge » mais, à l'instar du président Biden, en suggérant que la Russie paierait « le prix fort »¹⁶.

La carte nucléaire a été agitée par le Kremlin à de multiples reprises.

Dès la conférence de presse qui suivit la rencontre avec le Président de la République française (7 février), M. Poutine déclarait à titre dissuasif que « *si l'Ukraine rejoignait l'OTAN et décidait de reprendre la Crimée par la force, les pays européens seraient automatiquement entraînés dans un conflit militaire avec la Russie* », « *l'une des principales puissances nucléaires mondiales, supérieure à nombre de ces pays en termes de modernité des forces nucléaires* », risquant un conflit dans lequel « *il n'y aura pas de gagnants* »¹⁷.

Lors de l'annonce de l'opération contre l'Ukraine (24 février), M. Poutine tint à la fois à rappeler les capacités nucléaires de son pays (« *Aucun doute ne doit exister sur le fait que tout agresseur potentiel sera défait et fera face à des conséquences sévères s'il devait attaquer directement notre pays* »), ce qui relevait, peut-on dire, de la « dissuasion générale », mais servait aussi à avertir tout État cherchant à contrecarrer les plans de Moscou (« *Quiconque tente de se dresser sur notre route, a fortiori s'il menace notre pays et notre peuple, doit savoir que la Russie ripostera immédiatement, avec des conséquences comme vous n'en avez jamais vu dans toute votre histoire. Quelle que soit la manière dont les événements se dérouleront, nous sommes prêts. Toutes les décisions nécessaires à cet égard ont été prises. J'espère que mes paroles seront entendues* »). Ce qui relevait, pour le coup, de la « dissuasion immédiate » (avec, oserait-on dire, un vocabulaire digne de M. Trump, « conséquences jamais vues »)¹⁸.

L'annonce médiatisée, le 27 février, de l'ordre donné par M. Poutine d'une modification de la posture des forces stratégiques s'inscrivait donc dans un contexte déjà largement nucléarisé, mais n'en a pas moins retenu l'attention du monde entier¹⁹. Les termes choisis (« *régime spécial de combat* ») ont donné lieu à de multiples interprétations, mais les explications données ultérieurement par le ministre de la Défense M. Choigu permettent de privilégier une interprétation plutôt dédramatisante de cette décision. Comme cela avait été fait après le 11 septembre 2001 (défenses anti-aériennes), il s'agissait – d'après des sources ouvertes – d'augmenter significativement le nombre de personnels servant en permanence dans les états-majors de forces stratégiques terrestres et océaniques. La confusion qui s'est ensuivie à propos d'une éventuelle élévation du degré d'alerte de ces forces semble avoir été causée – délibérément ? – par la tenue d'exercices inopinés de ces mêmes forces.

¹⁶ Libby Cathey et Shannon K. Crawford, « Biden warns Russia will pay 'severe price' if it deploys chemical weapons », [ABC News](#), 11 mars 2022.

¹⁷ Conférence de presse, Vladimir Poutine, [kremlin.ru](#), 7 février 2022. (lien indisponible)

¹⁸ Conférence de presse, Vladimir Poutine, [kremlin.ru](#), 24 février 2022. (lien indisponible)

¹⁹ Conférence de presse, Vladimir Poutine, [kremlin.ru](#), 27 février 2022. (lien indisponible)

En s'exprimant publiquement, M. Poutine n'ignorait certainement pas qu'il susciterait des interrogations, voire des angoisses. On pense à ce que M. Richard Nixon appelait la « théorie du fou » (*mad-man theory*) durant la guerre du Vietnam, consistant à donner délibérément le sentiment qu'il serait prêt à « appuyer sur le bouton » afin de faire pression sur ses adversaires. Aucune des trois puissances nucléaires de l'OTAN n'est tombée dans le piège : la réaction occidentale a relevé du calme des vieilles troupes. Alors qu'à la veille de l'invasion la France avait rappelé, de manière factuelle, par la voix du ministre des Affaires étrangères, que l'OTAN est une « alliance nucléaire »²⁰, le message du Président de la République aux forces armées ne comprenait pas le mot « nucléaire » et se bornait à mentionner le maintien de nos « *postures permanentes* »²¹. Des sources ouvertes ont fait état de l'appareillage d'un ou deux SNLE supplémentaires, mais aucune information officielle n'est venue attester d'un changement de posture²². Du côté américain, le STRATCOM a fait savoir qu'il n'avait recommandé aucun changement de posture²³. Le Pentagone a reporté un test de missile balistique²⁴.

*

Le risque d'emploi de l'arme nucléaire par la Russie paraît minime, mais doit néanmoins être pris en compte.

Il résulte des textes officiels russes (2010, 2014, 2020) et de la pratique des exercices que le seuil nucléaire russe a été relevé au regard de ce qu'il était dans les années 1990 et 2000. Le texte doctrinal de 2020 envisage quatre seuils possibles : (i) la détection d'une attaque de missiles contre le territoire russe (lancement sur alerte), (ii) une attaque nucléaire ou conduite avec d'autres armes de destruction massive contre la Russie ou ses alliés, (iii) des attaques conduisant à une paralysie du système de commandement et contrôle russe, (iv) une attaque conventionnelle qui menacerait l'existence même de la Russie²⁵. Le conflit doit se terminer en des termes « *acceptables* » pour la Russie (et non plus « *favorables* » dans les documents précédents). Si les exercices russes de grande ampleur voient le recours à de nombreux moyens duaux, aérobies et balistiques (et s'ils sont fréquemment accompagnés, en parallèle, d'exercices des forces stratégiques), il ne semble pas exister d'exemple récent de simulation manifeste d'emploi d'armes nucléaires sur le théâtre au cours de ces exercices²⁶.

Si, en apparence, aucune des quatre situations mentionnées ne semble applicable, actuellement, au conflit en cours, il convient néanmoins de noter que « l'existence de la Russie » pourrait avoir une définition assez large du point de vue de M. Poutine, et que, de surcroît, certaines déclarations occidentales ont pu ajouter à la nervosité de Moscou.

²⁰ Anthony Audureau, « Ukraine: Le Drian rappelle à Poutine que "L'alliance Atlantique est aussi une alliance nucléaire" », [BFM.TV](#), 24 février 2022.

²¹ « Message du Président Emmanuel Macron aux armées. », [Elysee.fr](#), 28 février 2022.

²² Eric Biegala, « La France renforce son niveau d'alerte et déploie trois sous-marins nucléaires en mer », [France inter](#), 23 mars 2022.

²³ Joe Gould, « No changes coming to US nuclear posture after Russian threat », [DefenseNews](#), 1^{er} mars 2022.

²⁴ Travis Tritton, « Pentagon Delays Nuclear Missile Test Sending Message after Putin Put Russian Arsenal on Alert », [Military.com](#), 2 mars 2022.

²⁵ Shannon Bugos, « Russia Releases Nuclear Deterrence Policy », [Arms Control Today](#), juillet-août 2020.

²⁶ Bruno Tertrais, « L'arsenal nucléaire russe : ne pas s'inquiéter pour de mauvaises raisons », [Note de recherche n° 55](#), 2018.

Dans son intervention du 24 février, le président russe semblait indiquer que la politique occidentale suscitait déjà un risque pour l'existence même de l'État : « *Les États-Unis et leurs alliés ont une politique d'endiguement de la Russie, avec des bénéfices géopolitiques manifestes. Pour notre pays, il s'agit par conséquent d'une question de vie ou de mort, qui engage notre avenir historique en tant que nation. Ceci n'est pas une exagération ; c'est un fait. C'est une réelle menace non seulement contre nos intérêts mais aussi contre l'existence même de notre État et de sa souveraineté. C'est la ligne rouge dont nous avons parlé à de nombreuses occasions. Ils l'ont franchie* »²⁷.

Trois jours plus tard, M. Poutine reprochait, en outre, aux principaux gouvernements occidentaux, non contents d'infliger des sanctions à la Russie, de « *se complaire dans une rhétorique agressive* », en *foi de quoi* il décidait de modifier la posture des forces²⁸.

M. Poutine peut ainsi donner le sentiment d'avoir étendu le champ des intérêts vitaux de la Russie au-delà de la seule menace militaire sur l'existence de l'État. Les interventions de certains ministres européens évoquant la volonté de provoquer un « effondrement total de l'économie russe » (1^{er} mars)²⁹ ou l'objectif d'une « destruction du pouvoir de M. Poutine » (18 mars)³⁰ n'ont sans doute pas apaisé la perception du Kremlin.

Toutefois, les déclarations publiques de M. Poutine semblent avoir été d'abord et avant tout conçues pour impressionner, voire effrayer les opinions et nombre des meilleurs experts de la stratégie russe nous invitent à ne pas croire au « bluff nucléaire » du Kremlin³¹. Au demeurant, il semble que la procédure d'engagement des forces nucléaires soit partiellement héritée du système soviétique de décision collective : si le président de la Fédération est, seul, habilité à ordonner un tir nucléaire, l'aval du ministre de la Défense et, peut-être, celui du chef d'état-major des armées semble nécessaire³².

On relèvera encore que le porte-parole du Kremlin, interrogé par CNN, a confirmé le 22 mars que la Russie n'emploierait l'arme nucléaire qu'en cas de « menace existentielle » sur le pays³³.

Il reste que la séquence qui s'est ouverte le 24 février doit inciter à la réflexion sur le rôle protecteur de la dissuasion nucléaire dans les engagements classiques. Les doctrines occidentales reconnaissent, plus ou moins explicitement, une forme de « sanctuarisation défensive » : au cours d'une intervention extérieure face à un État susceptible de mettre en cause des intérêts vitaux, la dissuasion nucléaire doit pouvoir neutraliser celle de l'adversaire (« contre-dissuasion »). Mais s'il s'avérait que la capacité nucléaire de la Russie était le principal frein à une intervention directe des pays occidentaux

²⁷ Conférence de presse, Vladimir Poutine, kremlin.ru, 24 février 2022. (lien indisponible)

²⁸ Conférence de presse, Vladimir Poutine, kremlin.ru, 27 février 2022. (lien indisponible)

²⁹ Sofiane Aklouf, « Bruno Le Maire : "Nous allons provoquer L'effondrement de l'économie russe" », BFM-TV, 1^{er} mars 2022.

³⁰ « Putin's power must be destroyed, German economy minister says », Reuters, 18 mars 2022.

³¹ Olga Oliker, « Putin's Nuclear Bluff », Foreign Affairs, 11 mars 2022.

³² Jeffrey Lewis et Bruno Tertrais, « The Finger on the Button: The Authority to Use Nuclear Weapons in Nuclear-Armed States », CNS Occasional Paper, n°45, février 2019.

³³ Luke McGee et Claire Calzonetti, « Putin spokesman refuses to rule out use of nuclear weapons if Russia faced an 'existential threat' », CNN, 22 mars 2022.

en faveur de l'Ukraine, ce principe ne serait-il pas invalidé ? Surtout, comment la Chine percevra-t-elle cette question et quelles leçons en tirera-t-elle pour la défense de Taïwan ?

*

Enfin, la guerre en Ukraine n'est d'ores et déjà pas exempte de conséquences négatives sur la non-prolifération nucléaire et la maîtrise des armements.

Si, comme on l'a rappelé, l'une des justifications apportées par M. Poutine à l'engagement de l'armée russe en Ukraine rappelait étrangement la rhétorique américaine des années 2002-2003, force est de constater que la perception selon laquelle « une fois encore, un État ayant abandonné l'arme nucléaire est attaqué » (Libye, Irak, voire Syrie) risque de se développer, d'autant plus que l'Ukraine bénéficiait en échange de garanties négatives de sécurité. Par ailleurs, comme on le sait, la Russie, à Vienne, a fait état de demandes de dernière minute visant à lui conférer des exemptions aux sanctions pour commercer avec l'Iran.

S'agissant de la maîtrise des armements, l'on voit mal comment le dialogue américano-russe sur la « stabilité stratégique » pourrait reprendre à brève échéance. Par ailleurs, un éventuel déploiement d'armes nucléaires russes en Biélorussie créerait une situation inédite depuis le début des années 1990. En apparence, un tel déploiement neutraliserait la position de Moscou qui réclame le retrait de toutes les armes nucléaires des pays étrangers : mais ne mettrait-elle pas également le Kremlin dans une meilleure position de négociation sur les armes « non stratégiques » ?

2. Les facteurs du désarmement nucléaire ukrainien

Par Benjamin Hautecouverture

Le désarmement nucléaire de l'Ukraine est un sujet que traitent les chercheurs attentifs aux cas de « déprolifération nucléaire » (ou de renoncement à l'arme nucléaire) consécutifs à la fin de la Guerre froide³⁴, qu'il s'agisse des ex-républiques socialistes soviétiques concernées (Biélorussie³⁵, Kazakhstan³⁶, Ukraine) ou de l'Afrique du Sud. Dans le cadre du conflit en cours avec la Russie, le choix historique du désarmement que fit alors l'Ukraine pose une question spécifique : ce choix aurait-il pu être différent ? Les travaux sur la dénucléarisation de la politique extérieure et de sécurité ukrainienne au début des années 1990 sont nombreux et documentés. Les uns sont descriptifs, permettent de suivre le détail de la chronologie, de l'indépendance du pays en 1991 à la conclusion du mémorandum de Budapest en 1994 (voir, dans ce même numéro : « Le désarmement nucléaire de l'Ukraine, de 1990 à 1998 : chronologie indicative »). Les autres détaillent les éléments du débat nucléaire national, et

³⁴ Voir par exemple Jeong Won Bourdais Park et DaHoon Chung, « Sovereignty and trading states: denuclearization in Belarus, Kazakhstan, South Africa, and Ukraine », *International Relations*, vol.1, n°24, 2022. Voir également William J. Long et Suzette R. Grillo, « Ideas, Beliefs, and Nuclear Policies: The Cases of South Africa and Ukraine », *The Nonproliferation Review*, vol.7, n°1, 2000, pp. 24–40. Voir également William C. Potter, *The Politics of Nuclear Renunciation: The Cases of Belarus, Kazakhstan, and Ukraine*, n° 22. Henry L. Stimson Center, 1995, pp. 22–3.

³⁵ En décembre 1991, la Biélorussie possédait 81 missiles SS-25 mobiles, et un certain nombre d'armes tactiques.

³⁶ En décembre 1991, le Kazakhstan disposait sur son territoire de 1 410 têtes nucléaires.

comment ils se combinèrent avec les incitations externes – essentiellement américano-russes – à désarmer.

Schématiquement, l'histoire du processus qui mena le pays à abandonner l'arsenal tactique et stratégique hérité de l'ex-URSS se confond avec la présidence de Leonid Kravchouk, dernier dirigeant de la République socialiste soviétique d'Ukraine (1990 – 1991) et premier président de l'Ukraine indépendante (1991 – 1994). À la proclamation de l'Acte de déclaration d'indépendance de l'Ukraine le 24 août 1991, le pays héritait du troisième arsenal mondial d'armes nucléaires. Il convient de rappeler que la composition exacte de cet arsenal reste inconnue à ce jour³⁷. En sources ouvertes, les données communes indiquent les chiffres suivants, qui sont en partie issus du comptage au titre du Traité START 1, reflétant la situation telle qu'elle était au 1^{er} septembre 1990 : environ 17% de l'arsenal soviétique, composé d'armes tactiques et stratégiques, soit environ 2 500 têtes tactiques et plus de 1 500 têtes contenues dans des missiles intercontinentaux (ICBM), dont 130 SS-19³⁸ et 46 SS-24³⁹. L'Ukraine possédait également une quarantaine de bombardiers stratégiques (TU-160 Blackjacks et TU-95 Bear) capables de lancer 500 missiles de croisière AS-15 Kent.⁴⁰

La perspective d'un statut de pays non doté de l'arme nucléaire apparut très tôt en Ukraine comme un objectif politique probable : sans doute pour la première fois, dans la Déclaration de souveraineté nationale approuvée par le Parlement, la *Verkhovna Rada*⁴¹, parlement monocaméral composé de 450 représentants, le 16 juillet 1990.⁴² Un an et demi plus tard, à l'automne 1991, la *Rada* adoptait une résolution s'engageant à ce que le pays rejoigne le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) comme État non doté. La formulation de cet objectif n'indique pas que le débat ukrainien fut mince. Ce débat fit apparaître des points de vue contrastés sur fond d'une opinion majoritaire dans la société civile, au Parlement, comme au sein du pouvoir exécutif : les enquêtes d'opinion du début des années 1990 indiquent que le risque d'attaques russes contre les intérêts de l'Ukraine, y compris son intégrité territoriale, était partagé par une minorité. Quelles que fussent ces enquêtes, le soutien à la constitution d'une force de dissuasion nucléaire nationale ne dépassa jamais le tiers de la population. Dans le monde politique, la plupart des décideurs estimaient que se débarrasser des armes nucléaires sur le sol ukrainien renforcerait la sécurité du pays nouvellement indépendant. Au Parlement, une minorité qui excéda rarement 10% se prononça pour le maintien d'un arsenal. L'article de John Mearsheimer, « The Case for a Ukrainian Nuclear Deterrent », publié à l'été 1993 dans *Foreign Affairs*, fut très lu à l'époque par les parlementaires ukrainiens, mais sans inverser la tendance générale de l'opinion politique.⁴³ Pour rappel, son argument principal était le suivant : « *il*

³⁷ Polina Sinovets (ed.), *Ukraine's Nuclear History – A Non-Proliferation perspective*, Springer, 2022, p. 90. Cet ouvrage offre le chiffrage le plus détaillé des forces alors en présence.

³⁸ ICBM sol-sol en silo, mirvé, entré en service entre 1975 et 1980, selon trois modèles.

³⁹ ICBM sol-sol en silo et mobile, mirvé, réalisé en Ukraine et entré en service à partir de 1987.

⁴⁰ Voir William C. Potter, « The Politics of Nuclear Renunciation: The Cases of Belarus, Kazakhstan, and Ukraine », *Occasional Paper*, n°22. Henry L. Stimson Center, 1995.

⁴¹ Le Conseil suprême.

⁴² Polina Sinovets (ed.), *Ukraine's Nuclear History – A Non-Proliferation perspective*, Springer, 2022, p. 84.

⁴³ John Mearsheimer, « The Case for a Ukrainian Nuclear Deterrent », *Foreign Affairs*, vol. 72, n°3, été, 1993, pp. 50-66. Cet article fut l'un des rares, aux États-Unis, à défendre la nécessité pour l'Ukraine de conserver une force de dissuasion nucléaire face à la Russie. L'article fut beaucoup plus lu en Ukraine que celui de Steven Miller, « The Case Against a Ukrainian Nuclear Deterrent », publié dans le même numéro de la revue.

est impératif de maintenir la paix entre la Russie et l'Ukraine. Cela signifie qu'il faut s'assurer que les Russes, qui ont un passé de mauvaises relations avec l'Ukraine, ne cherchent pas à la reconquérir. L'Ukraine ne peut pas se défendre contre une Russie dotée de l'arme nucléaire avec des armes conventionnelles, et aucun État, y compris les États-Unis, ne lui offrira une garantie de sécurité significative. Les armes nucléaires ukrainiennes sont la seule dissuasion fiable contre l'agression russe. Si l'objectif des États-Unis est d'améliorer la stabilité en Europe, les arguments contre la possession de l'arme nucléaire par l'Ukraine ne sont pas convaincants. »⁴⁴ Au sein du pouvoir exécutif, l'administration prôna massivement le désarmement, emmenée par un Leonid Kravchouk arguant que l'Ukraine n'avait ni besoin d'armes nucléaires, ni du contrôle opérationnel des armes présentes sur le territoire. Dans l'administration, les témoignages et enquêtes de terrain indiquent que les diplomates ukrainiens n'envisageaient pas la possibilité, même à long terme, d'une Russie adverse au point de devoir s'en défendre par une force de dissuasion nucléaire.⁴⁵

Par ailleurs, la décision ukrainienne d'entamer des négociations en vue de se défaire de son arsenal fut très déterminée par des considérations capacitaires, technico-opérationnelles, et financières. Il était estimé à l'époque que la construction d'infrastructures pour une force de dissuasion centrale indépendante coûterait 60 à 100 milliards de dollars.⁴⁶ En outre, les contraintes de maintenance de l'arsenal furent décisives. Le pays aurait eu à produire de nouvelles ogives pour remplacer celles de fabrication russe, ce qui aurait été impossible en l'absence d'industrie nucléaire. Il fallait aussi assurer le contrôle opérationnel de plus de 170 ICBM. Un argument du débat fit valoir que la maintenance nécessitait cinquante-trois opérations annuelles distinctes alors que le pays n'était capable d'en effectuer que seize dans ses installations.⁴⁷ Au début de l'année 1993, les mécanismes de sûreté de nombreuses ogives avaient expiré. Avant même de ratifier le Traité sur la réduction des armes stratégiques (START) à l'automne 1993, l'Ukraine avait dû démanteler trente-six missiles SS-19 pour des raisons de sûreté.⁴⁸ Enfin, le pays ne disposait pas d'un système satellitaire pour contrôler le lancement de ses missiles, ni d'aucun site pour effectuer des essais.

Dans ces conditions, plusieurs facteurs internationaux se combinèrent pour abonder dans le sens du désarmement. La menace de sanctions, d'abord, joua à deux titres : avant toute chose, en cas de maintien de l'arsenal, la fourniture d'énergie (pétrole, gaz, combustible nucléaire) par la Russie aurait sans doute cessé (même si Moscou était alors très dépendante de Kiev pour sa fourniture de gaz naturel au reste de l'Europe et que l'interdépendance des deux pays était réelle). Le risque était aussi réel s'agissant de l'aide financière et des investissements européens et américains. Ensuite, la menace de sanctions rappela aux dirigeants ukrainiens que le projet de reconstruction de l'identité de l'État en vue d'une future intégration occidentale exigeait le désarmement. Dans le même ordre d'idées, le souci de la réputation internationale du pays et du risque, en particulier, d'apparaître comme un « État voyou », risque qui faisait alors florès, anima une partie de l'élite politique, alors

⁴⁴ Ibid., pp. 50 et 51.

⁴⁵ Voir Christopher A. Stevens, « Identity Politics and Nuclear Disarmament », *The Nonproliferation Review*, vol.5, n°1, 2008.

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Ibid.

que la première guerre d'Irak marquait le début des années 1990 en illustrant avec force la réalité de la suprématie militaire américaine.

En définitive, le désarmement nucléaire de l'Ukraine ne fut pas l'objet d'une indécision politique. Ce ne fut pas non plus acquis au premier chef par la pression extérieure. Ce fut une décision souveraine dictée par la perception largement partagée selon laquelle conserver un arsenal nucléaire ne renforcerait pas la sécurité du pays mais la fragiliserait, à tous égards.

3. Le désarmement nucléaire de l'Ukraine, de 1991 à 1998 : chronologie indicative⁴⁹

Par Benjamin Hautecouverture

Les négociations entamées par l'Ukraine avec la Russie et les États-Unis donnèrent corps à l'engagement de désarmement du pays avec le protocole de Lisbonne conclu en mai 1992. Décision fut prise de transférer en Russie toutes les armes tactiques, que devait suivre le reste de l'arsenal, conformément à la lettre du Mémorandum de Budapest de décembre 1994. L'Ukraine ratifia le TNP le même jour. Cet objectif fut une priorité de la politique extérieure des États-Unis, qu'il s'agisse des administrations Bush comme Clinton, qui distinguèrent l'Ukraine par rapport à la Biélorussie et au Kazakhstan, comme le pays dans lequel l'enjeu nucléaire était le plus complexe.

La lenteur relative du processus qui conduisit l'Ukraine à adopter le Mémorandum de Budapest en 1994 témoigne avant tout d'une volonté d'arracher aux parties russe et américaine le plus de concessions possibles au fil des négociations, principalement en termes de compensations financières et de soutien économique. Après l'été 1992, en particulier, lorsque les armes nucléaires tactiques furent toutes transférées en Russie, personne en Ukraine ne perçut l'arsenal comme autre chose qu'une monnaie d'échange dans les négociations avec les grandes puissances⁵⁰. Encore en mars 1993 par exemple, le vice-président de la commission des affaires étrangères et de la commission des affaires militaires de la *Rada Bohdan*, M. Horyn, déclarait que l'Ukraine « a le droit de décider d'être un État nucléaire ou non nucléaire » et que les engagements à devenir un État non doté « ont été exprimés comme des intentions et non des obligations »⁵¹. De ce point de vue, l'Ukraine élaborait une stratégie sophistiquée, menée en plusieurs étapes, qui révélèrent comment les armes nucléaires furent des outils avec lesquels le pays commença de s'affirmer sur la scène mondiale⁵². Plusieurs autres facteurs se combinèrent : d'abord, la crise économique que subissait le pays l'empêcha de prioriser son désarmement. Ensuite, les experts nationaux, en particulier juridiques, manquaient alors pour mener à bien l'exercice. Enfin, des facteurs périphériques tels que l'alternance politique à Washington ou la mise en place du nouveau système de gouvernance à Kiev ralentirent le rythme du processus.

⁴⁹ Voir par exemple, *Ukraine Nuclear Chronology*, NTI, avril 2010.

⁵⁰ Polina Sinovets (ed.), *Ukraine's Nuclear History – A Non-Proliferation perspective*, Springer, 2022, p. 128.

⁵¹ *Ukraine Nuclear Chronology*, NTI, avril 2010.

⁵² Voir Nadia Schadow, « The Denuclearization of Ukraine: Consolidating Ukrainian Security », *Ukraine in the World: Studies in the International Relations and Security Structure of a Newly Independent State*, Harvard Ukrainian Studies, vol. 20, 1996.

16 juillet 1990	Déclaration de souveraineté nationale approuvée par le Parlement, la <i>Verkhovna Rada</i> (Conseil suprême).	Première formulation d'un statut de pays non doté de l'arme nucléaire pour l'Ukraine.
31 juillet 1991	Signature de START 1 par les présidents Bush et Gorbatchev.	
24 août 1991	Adoption par le Parlement ukrainien de l'acte de déclaration d'indépendance.	
24 octobre 1991	Adoption par le Parlement ukrainien de la déclaration sur le statut non-nucléaire de l'Ukraine.	Les armes nucléaires ex-soviétiques présentes sur le territoire ukrainien y restent temporairement « sous le contrôle des acteurs appropriés de l'ex-URSS ».
22 décembre 1991	Déclaration d'Almaty sur les mesures communes concernant les armes nucléaires de Biélorussie, Kazakhstan, Russie, et Ukraine.	Au titre de l'article 4, « <i>Jusqu'à l'élimination complète des armes nucléaires sur les territoires de Biélorussie et d'Ukraine, la décision sur la nécessité de les utiliser sera prise par le Président de la Fédération de Russie sous réserve de l'approbation des dirigeants des États parties à l'accord.</i> »
11 avril 1992	Accord entre la Russie et l'Ukraine sur la procédure de transfert des ogives du territoire de l'Ukraine vers des bases centralisées hors site et leur élimination.	C'est l'Ukraine qui est chargée du contrôle du transfert.
23 mai 1992	Conclusion du Protocole de Lisbonne au Traité START 1.	Au titre de l'article 5, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine adhéreront au TNP en tant qu'ENDAN dans les plus brefs délais.
6 juillet 1992	L'Ukraine signe la résolution relative à la participation des États participants à la CEI au TNP.	L'article 2 oblige tous les signataires, à l'exception de la Fédération de Russie, à adhérer au TNP en tant qu'ENDAN.
Été 1992	Fin du transfert de toutes les armes tactiques en Russie.	
15 janvier 1993	Communiqué conjoint russo-ukrainien.	Le communiqué confirme « <i>l'intention de la Russie et de l'Ukraine de poursuivre leurs efforts en vue de réduire et d'éliminer les armes nucléaires.</i> ».
3 septembre 1993	Quatre accords, dits de Massandra, russo-ukrainiens sont signés, dont un accord sur les « Principes généraux relatifs à l'élimination des têtes nucléaires des forces nucléaires stratégiques déployées en Ukraine ».	
25 octobre 1993	Accord bilatéral entre l'Ukraine et les États-Unis.	Démantèlement des missiles nucléaires contre une aide initiale de 175 millions de dollars.
18 novembre 1993	Ratification de START 1 par le Parlement ukrainien.	
14 janvier 1994	Déclaration trilatérale entre États-Unis, Russie, Ukraine.	La souveraineté, l'intégrité territoriale et le soutien financier pour démanteler son arsenal nucléaire sont garantis à l'Ukraine.

5-6 décembre 1994	Sommet de la CSCE. Mémoire de Budapest. Signature du TNP par l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan. START I entre en vigueur.	Au 24 février 2022, à part le point 5 (« s'abstenir d'utiliser des armes nucléaires contre l'Ukraine »), la Russie a violé toutes ses obligations au titre du mémorandum de Budapest.
1996	Rapatriement en Russie de la dernière ogive nucléaire de l'arsenal.	
1998	L'Ukraine adhère au Régime de contrôle de la technologie des missiles (acronyme anglais MTCR).	C'est l'élimination des derniers missiles balistiques de courte portée SS-1 ⁵³ , sur pression américaine, qui permet à l'Ukraine de rejoindre le MTCR comme membre à part entière.

4. Interrogations sur le rôle de la dissuasion de l'OTAN

Par Solène Meyzonnade et Emmanuelle Maitre

Dans un article intitulé « La dissuasion nucléaire après l'Ukraine » publié le 1^{er} mars 2022 et traduit dans sept langues, Joseph S. Nye Jr étudie en quoi l'invasion du pays par la Russie a remis sur le devant de la scène internationale la question de la dissuasion nucléaire comme potentiel stabilisateur des conflits mondiaux⁵⁴. Cet article, largement relayé en Europe, illustre la reprise du débat sur les questions nucléaires depuis le 24 février 2022, en particulier concernant le rôle de l'Alliance et sa stratégie de dissuasion nucléaire.

Sans surprise, le premier effet de l'invasion russe semble être une réitération voire un soutien plus appuyé à l'OTAN en tant qu'organe de sécurité. Ainsi, des États où les critiques sont généralement fortes vis-à-vis de cette institution, comme la Norvège, ont observé un regain de soutien pour l'OTAN. Une enquête menée par Norstat a montré qu'une majorité de l'électorat des partis de gauche, généralement critique, approuve désormais la participation norvégienne à l'OTAN, ce qui a poussé le parti socialiste, selon *Aftenposten*, à interroger ses propres positions⁵⁵. Plus globalement, plus de 95% de la population norvégienne a exprimé son attachement à l'organisation⁵⁶. De plus, bien qu'il y ait « encore chez nous des rêveurs politiques qui espèrent sortir la Norvège de l'OTAN » comme ironise le magazine *Teknisk Ukeblad*, la Norvège n'a pas caché son soutien militaire envers l'organisation⁵⁷.

Ce soutien populaire pour l'OTAN est également visible en Allemagne, avec également une position plus affirmée en faveur de sa stratégie de dissuasion nucléaire. Le discours du 27 février 2022 du Chancelier Scholtz devant le Bundestag a attesté de la décision de Berlin de s'engager plus profondément vis-à-vis de l'OTAN, notamment en établissant comme objectif de consacrer les 2% de PIB demandés par l'Alliance au budget de la défense et de dédier 100 milliards d'euros à la modernisa-

⁵³ Premier missile balistique soviétique, copie du V2 allemand, développé entre 1948 et 1951 et entré en production puis déployé de 1956 à 1967. Les États-Unis insistèrent pour leur démantèlement du fait du risque de prolifération associé.

⁵⁴ Joseph Nye, « La dissuasion nucléaire après l'Ukraine », *Project Syndicate*, 1^{er} mars 2022.

⁵⁵ Sigrid Gausen et Birgitte Iversen, « Rødt-velgere flest vil ha Norge med i Nato », *Aftenposten*, 17 mars 2022.

⁵⁶ Ibid.

⁵⁷ Jan Mobert, « Norge trenger Nato og EU », *Teknisk Ukeblad*, 28 février 2022.

tion de son armée⁵⁸. Dans cette logique de réarmement, une autre initiative n'est pas passée inaperçue : l'acquisition d'au moins 35 avions F-35 d'origine américaine, qui selon Christine Lambrecht, ministre de la Défense, offriront à Berlin « *un potentiel unique de coopération avec nos alliés de l'OTAN et d'autres partenaires en Europe* »⁵⁹. Déjà utilisés par le Royaume-Uni, la Belgique, les Pays-Bas et l'Italie, les F-35 sont un moyen pour l'Allemagne de renouveler son soutien au principe de partage nucléaire. Logiquement critiquée par *Die Linke*, parti de gauche, selon lequel cette initiative pourrait accroître le risque d'une guerre nucléaire, la volonté d'affirmer le rôle de l'Allemagne dans la mission de partage du nucléaire n'a en revanche pas été contestée par les autres partis⁶⁰. Cette intention claire de solidifier les liens de Berlin avec l'OTAN et de contribuer à la crédibilité de la dissuasion nucléaire a également été démontrée par la ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock, membre des Verts, qui a présenté le 18 mars 2022 sa « stratégie de sécurité nationale ». Dans ce discours, la Ministre a insisté sur la volonté d'assurer la sécurité et la liberté de l'Allemagne et de ses alliés en renforçant conjointement les capacités de défense de l'OTAN et de l'UE. Alors que son parti est traditionnellement connu pour ses hésitations et critiques sur le sujet, Mme Baerbock a été très claire en annonçant que la dissuasion nucléaire était pour l'instant indispensable, que le désarmement unilatéral n'était pas concevable et que la maîtrise des armements devait être complémentaire à la dissuasion et la défense⁶¹. Elle a soutenu l'objectif d'une dissuasion nucléaire crédible en montrant que l'acquisition du F-35 par l'Allemagne y contribuait⁶².

La question de la dissuasion de manière large a trouvé un écho dans la presse allemande, qui, au-delà des analyses factuelles liées au désarmement ukrainien ou aux menaces de Vladimir Poutine, s'est aussi penchée sur la solidité de la posture de dissuasion en Europe. Ainsi, le politologue allemand Herfried Münkler, par exemple, a mis en garde contre l'éventualité d'une élection à la tête des États-Unis d'un Président qui ne s'opposerait pas à Poutine et a conclu qu'il serait bénéfique de construire une force de dissuasion nucléaire européenne indépendante de Washington⁶³. À l'inverse, le député de la CDU Roderich Kiesewetter a estimé qu'une éventuelle protection assurée par la force nucléaire française ne devrait en aucun cas remplacer le parapluie américain, mais plutôt le compléter⁶⁴.

L'invasion russe de l'Ukraine a également montré des lignes de fracture au sein de la classe politique néerlandaise, mais a illustré une tendance à la réaffirmation à la posture de dissuasion élargie de l'OTAN. En effet, lors d'une session à la Chambre des Représentants le 17 mars 2022, Jasper Van Dijk, membre du Parti Socialiste, a interrogé les convictions de son pays quant aux armes nucléaires ainsi que ses décisions d'intensifier son investissement dans le secteur de la Défense en dénonçant le

⁵⁸ Regierungserklärung von Bundeskanzler Olaf Scholz, in der Sondersitzung zum Krieg gegen die Ukraine vor dem Deutschen Bundestag am 27. Februar 2022 in Berlin, [Bulletin 25-2](#), 27 février 2022.

⁵⁹ Cécile Boutelet, « La décision de l'Allemagne de se doter de F-35 risque de créer des tensions avec ses partenaires européens », [Le Monde](#), 15 mars 2022.

⁶⁰ Deutscher Bundestag, Stenografischer Bericht, 24. Sitzung, Berlin, Mittwoch, den 23. März 2022, [Plenarprotokoll 20/24](#), 23 mars 2022.

⁶¹ Annalena Baerbock, Außenministerin Annalena Baerbock bei der Auftaktveranstaltung zur Entwicklung einer Nationalen Sicherheitsstrategie, [Ministère des Affaires Étrangères](#), 18 mars 2022.

⁶² Thorsten Knuf, « Baerbock hält atomare Abschreckung der Nato für unverzichtbar », [Stuttgarter Nachrichten](#), 18 mars 2022.

⁶³ Sascha Lehnartz et Jacques Schuster, « Wenn Putins Plan scheitert, wird er einen schrecklichen Zerstörungskrieg führen », [Die Welt](#), 5 mars 2022.

⁶⁴ Kiesewetter: EU muss zur Widerstands-fähigkeit der Ukraine beitragen, [Deutscher Bundestag](#), 1^{er} mars 2022.

risque de contribuer au déclenchement d'une nouvelle course aux armements. À ceci, la ministre de la Défense Kajsa Ollongren a répondu assez fermement que compte tenu du contexte actuel, il ne serait pas bénéfique d'engager un processus de désarmement unilatéral. De fait, cette session a fait ressortir un élan de soutien plutôt généralisé à l'OTAN et à sa stratégie de défense⁶⁵.

Ces débats et ces prises de position au plus haut niveau dans quelques pays illustrent vraisemblablement une tendance de fond observable chez les élites politiques des pays de l'OTAN. Mais il ne doit pas gommer l'existence de contestations récurrentes au sein de la société civile. C'est le cas par exemple à Rome et Madrid où les manifestations publiques se sont multipliées avec pour slogan « *Italie hors de l'OTAN, OTAN hors de l'Italie* »⁶⁶. Une pétition d'initiative citoyenne italienne pour une sortie de l'OTAN a par exemple récolté plus de 50 000 signatures⁶⁷. Si l'OTAN en tant qu'organisation de défense a bénéficié d'une vague de soutien politique massive, les menaces russes ont donc de nouveau éveillé les peurs communes d'une attaque nucléaire, ravivant également les critiques vis-à-vis de la stratégie de dissuasion. En Allemagne, un ensemble de groupes pacifistes a adressé au gouvernement fédéral une lettre ouverte exprimant son rejet de la présence d'armes nucléaires américaines sur le territoire national. Le magazine allemand *Spektrum* a ainsi titré « *Personne ne dort paisiblement sous un parapluie nucléaire* »⁶⁸, le journal espagnol *El País* a noté que « *l'invasion russe nous rappelle que nous vivons toujours dans un monde où existent les armes atomiques et que nous devons faire de notre mieux pour réduire les arsenaux à long terme* »⁶⁹ et le quotidien néerlandais *Trouw* estime que « *nous devons nous débarrasser des armes nucléaires pour un avenir durable* »⁷⁰.

Ces réactions contrastées et ces débats témoignent d'une menace russe qui a déclenché une onde de choc profonde, visible également aux frontières de l'OTAN. La Suède et la Finlande sont les cas les plus significatifs. En Suède, l'attaque de Poutine a eu une conséquence inédite. Lors d'un sondage conduit par l'Institut Demoskop et pour la première fois, 51% de la population suédoise s'est prononcé en faveur d'une remise en cause de la neutralité et de l'adhésion de leur pays à l'OTAN⁷¹. Selon le sondage, les opposants à une entrée dans l'OTAN ne représentent plus que 27%. Malgré ce revirement de l'opinion publique, le gouvernement a estimé qu'une adhésion à court terme serait susceptible d'envenimer des relations déjà tendues avec Moscou. La presse suédoise s'est montrée assez divisée sur le sujet. Certains médias proches du parti au pouvoir, tels que *Aftonbladet*, ont également soutenu qu'une adhésion précipitée ne pourrait en aucun cas favoriser un processus d'apaisement ni la sécurité nationale de la Suède et qu'une telle initiative intensifierait les risques d'implication du pays dans un conflit armé⁷². Exprimant également une méfiance à l'égard d'une adhésion à l'OTAN, le quotidien *Hallands Nyheter* dénonce la stratégie de dissuasion nucléaire de l'organisation que Stockholm serait contrainte d'accepter si elle devenait membre. Selon le quotidien, « *la Suède*

⁶⁵ Conceptverslag Commissiedebat hoofdlijnen Defensiebeleid, [2022D11058](#), Tweede Kamer, 17 mars 2022.

⁶⁶ Antonio Borrelli, « E i "pacifisti" assediano la base della Nato », [Il Giornale](#), 7 mars 2022.

⁶⁷ « Sostieni la campagna per l'uscita dell'Italia dalla NATO – per un'Italia neutrale », [Change.org](#)

⁶⁸ Nina Tannewald, « Niemand schläft ruhig unter einem nuklearen Schirm », [Spektrum.de](#), 15 mars 2022.

⁶⁹ « La disuasión nuclear después de Ucrania », [El País](#), 3 mars 2022.

⁷⁰ André Knotnerus et Kees Flinterman, « Voor een duurzame toekomst moeten we af van kernwapens », [Trouw](#), 22 mars 2022.

⁷¹ Frederik Mellgren, « Rekordmånga svenskar vill gå med i Nato », [Svenska Dagbladet](#), 7 mars 2022.

⁷² Jan Guillou, « Går Sverige med i Nato nu är vi inte riktigt kloka », [Aftonbladet](#), 27 mars 2022.

n'a jamais accepté les armes nucléaires dans le cadre de sa défense. Il n'y a aucune raison de le faire maintenant non plus »⁷³. À l'inverse, le quotidien plus conservateur *Svenska Dagbladet*, par exemple, a dénoncé cette prudence et obéissance aux requêtes de Poutine⁷⁴. Cet article rappelle un éditorialiste de l'automne qui appelait à reconnaître l'alignement de la Suède sur l'OTAN dans le domaine de la sécurité, à admettre le rôle de la dissuasion nucléaire dans ce domaine et à cesser « l'hypocrisie » qui caractérise la posture de désarmement actuelle⁷⁵.

Bien que, comme la Suède, la Finlande ait déclaré ne pas désirer une adhésion immédiate à l'OTAN, le débat politique autour du sujet s'est nettement intensifié ces dernières semaines et il est clair que l'attaque russe a provoqué une vague de réflexion nouvelle quant à l'OTAN. Un sondage organisé par *Yle* a montré qu'une majorité des députés était en faveur d'une adhésion à l'organisation⁷⁶. Cette tendance est partagée par une opinion publique également bouleversée par l'agression russe. En effet, selon une autre enquête menée par *Yle*, 53% des Finlandais étaient favorables à une adhésion à l'OTAN le 28 février 2022 et 62% mi-mars. Selon *Yle*, ce chiffre s'élèverait à 77% si la Suède devenait membre. Selon le journal *Ilta-Sanomat*, une initiative citoyenne soutenue par plus de 50 000 Finlandais réclame la tenue d'un référendum sur le sujet⁷⁷. C'est donc une évolution historique pour un pays ne s'étant jamais auparavant prononcé en majorité en ce sens, puisqu'en janvier 2022 seulement 28% des Finlandais souhaitaient rejoindre l'OTAN⁷⁸.

Plus à la marge, la question d'une adhésion à l'OTAN a également secoué la neutralité autrichienne. Dans ce pays critique de la stratégie de dissuasion nucléaire de l'OTAN, d'anciens responsables ont ouvertement évoqué l'opportunité de rejoindre l'OTAN. Ainsi, l'ancien responsable militaire Günter Höfler estime qu'une adhésion des plus rapides à l'OTAN serait la mesure la plus apte à assurer la sécurité de l'Autriche⁷⁹. Dans le *Kleine Zeitung*, l'ancien président du Conseil national de l'ÖVP, Andreas Khol, a exposé un avis similaire. Chacun a cité l'Ukraine comme illustration du fait que la neutralité n'est pas une protection⁸⁰. Le chancelier Karl Nehammer a pour l'instant mis fin au débat en affirmant que « *l'Autriche était neutre, l'Autriche est neutre, l'Autriche restera neutre* »⁸¹.

L'ampleur des réactions internationales face à la guerre russe en Ukraine a donc commencé à faire évoluer les débats nationaux vis-à-vis de l'OTAN et les positions quant au nucléaire, et ce aussi bien au sein du monde politique qu'au cœur de la société civile. L'OTAN, difficilement dissociable de sa force et politique de dissuasion, a connu en un mois un vent de soutien inédit motivé par une peur

⁷³ Lasse Bengtsson, « Medlemskap i Nato innebär ja till Natos kärnvapendoktrin », *Hallands Nyheter*, 10 mars 2022.

⁷⁴ Niklas Svahn, « Nato är bästa alternativet just nu », *Svenska Dagbladet*, 6 mars 2022.

⁷⁵ « Sluta hyckla – Sverige skyddas av kärnvapen », *Ledare*, 19 novembre 2021.

⁷⁶ Maria Stenroos, « Analys: Suomalaisten Nato-kanta heilahti yhdessä yössä jäsenyyden kannalle – Venäjä näyttää ajaneen sotatoimillaan Suomen lähemmäs Natoa », *Yle*, 28 février 2022.

⁷⁷ Sara Sairanen, « Kansalaisaloite Nato-jäsenyys -kansanäänestyksestä keräsi 50 000 kannatus-ilmoitusta », *Ilta-Sanomat*, 26 février 2022.

⁷⁸ Pekka Kinnunen et Matti Koivisto, « Ylen kysely: Nato-jäsenyyden kannatus vahvistuu – 62 prosenttia haluaa nyt Natoon », *Yle*, 14 mars 2022.

⁷⁹ Wilfried Rombold et Hubert Patterer, « Ex-Armeechef Höfler "Bester Schutz für Österreich ist ein Beitritt zur Nato" », *Kleine Zeitung*, 4 mars 2022.

⁸⁰ Andreas Khol, « Hat die Neutralität endgültig ausgedient? », *Kleine Zeitung*, 6 mars 2022.

⁸¹ « Nehammer: Österreich bleibt neutral », *Kurier*, 8 mars 2022.

grandissante d'attaque non-conventionnelle de la part de Moscou. Mais des voix continuent de se faire entendre pour critiquer ce qui est perçu comme un risque de courses aux armements et montrer l'urgence du désarmement. Il sera intéressant de voir si ces évolutions sont reflétées dans les discussions qui auront lieu lors de l'adoption d'un nouveau Concept Stratégique, lors du Sommet de l'OTAN de Madrid annoncé pour les 29-30 juin 2022.

5. *Le point de vue chinois*

Par Antoine Bondaz

Depuis plusieurs semaines, un vif débat anime les médias mais aussi les experts sur l'éventualité d'un recours à des armes nucléaires tactiques par la Russie en Ukraine, ce qui briserait le tabou de l'utilisation des armes depuis 1945. Également, la question de la sécurité nucléaire a fait l'objet de nombreux articles suite à l'avancée des troupes armées russes vers la centrale de Tchernobyl puis le bombardement à proximité de la centrale nucléaire de Zaporozhye. Comment les journalistes, experts et officiels chinois abordent ces sujets dans la presse chinoise ? Y-a-t-il d'autres thématiques nucléaires associées à la guerre en Ukraine abordées ?

Si ces sujets sont évoqués dans la presse chinoise, ils ne le sont pas forcément de la même façon. Les sources utilisées sont très souvent russes, et l'objectif est clairement de s'assurer que Moscou ne fasse pas l'objet de critiques, contrairement à Washington. La couverture médiatique de la guerre en Ukraine, tout comme plus spécifiquement celle de ces enjeux nucléaires, n'est qu'un énième révélateur de l'obsession en Chine de discréditer les États-Unis et plus largement les pays occidentaux. Ainsi, c'est bien davantage la prise de parole de l'ancien Premier ministre japonais Abe évoquant un partage des armes nucléaires avec les États-Unis sur le modèle allemand qui fait l'objet d'une vive réaction dans le pays, que la guerre en Ukraine elle-même.

Sur le recours à des armes nucléaires tactiques en Ukraine, on ne trouve strictement aucune mention dans la presse chinoise. Si quelques articles en chinois abordent le sujet, ce sont des articles de médias étrangers en chinois. De rares articles mentionnent que les armes russes ont été placées en service spécial de combat, et expliquent les conséquences en donnant la parole au journaliste spécialiste des questions militaires Igor Korotchenko⁸², et en reprenant les éléments de langage du Kremlin sur la doctrine d'emploi russe, et notamment le recours à des armes en réponse à une agression conventionnelle qui menacerait l'existence du pays⁸³.

Alors que les médias chinois sont prompts à critiquer les États-Unis, on aurait pu s'attendre à des critiques de ce qui aurait pu être présenté comme des rumeurs américaines pour discréditer la Russie, mais il n'en est rien. Il semble qu'il y ait donc eu une demande explicite du Département de la propagande du Comité central de ne pas aborder le sujet.

⁸² Guo Yuandan, « Russia puts nuclear forces on high alert, 'warns others not to intervene in peace talks' », [Global Times](#), 28 février 2022.

⁸³ « La Russie et les États-Unis s'expriment sur la possibilité d'une "utilisation d'armes nucléaires par la Russie" » (俄美均就“俄使用核武器”可能性表态), [Global Times](#), 23 mars 2022.

Une des explications possibles est que ce scénario pousserait la Chine à rappeler qu'elle s'opposerait frontalement à la Russie en vertu des engagements pris tant auprès de la communauté internationale mais plus précisément auprès de l'Ukraine. Ces engagements chinois ne sont pas spécifiques à l'Ukraine, en ce qu'ils le sont envers l'ensemble des pays non-dotés, mais ils ont été explicitement formulés entre les deux pays, chose rare. Peu évoqué depuis le début de l'offensive russe, Pékin et Kiev sont en effet liés par une Déclaration commune sur l'approfondissement du partenariat stratégique, adoptée le 5 décembre 2013 lors la visite d'État du président ukrainien Viktor Yanukovych en Chine.

Celle-ci stipule que, « conformément à la résolution 984 du Conseil de sécurité des Nations unies et à la déclaration du gouvernement chinois du 4 décembre 1994 sur les garanties de sécurité à l'Ukraine, la Chine s'engage inconditionnellement à ne pas utiliser ou menacer d'utiliser des armes nucléaires contre l'Ukraine en tant qu'État non doté d'armes nucléaires et à fournir des garanties de sécurité correspondantes (相应安全保证) à l'Ukraine en cas d'agression ou de menace d'agression contre l'Ukraine au moyen d'armes nucléaires »⁸⁴.

Ces garanties de sécurité négatives et positives ne sont en rien inattendues. Les premières sont formulées par la Chine depuis 1964 et sont cohérentes avec la doctrine d'emploi des armes par Pékin. Les secondes sont une référence directe aux engagements pris par la Chine en avril 1995, à l'époque des négociations pour la prorogation du TNP⁸⁵. Cela n'est donc en aucun cas synonyme d'un « parapluie nucléaire » chinois à l'Ukraine⁸⁶, la Chine n'ayant jamais pris d'engagement en matière de dissuasion élargie, pas même avec son allié nord-coréen. Des articles des médias d'État l'avaient explicitement rappelé à l'époque⁸⁷, et un article de *fact-checking* publié dans *The Paper* fin février vise à démonter cette « rumeur » qui a circulé en début de conflit sur les réseaux sociaux chinois⁸⁸.

À l'inverse, les médias d'État chinois relaient ouvertement des éléments de désinformation russe, en évoquant par exemple un rapport de Moscou affirmant que les Américains aideraient l'Ukraine à développer des armes chimiques, bactériologiques et nucléaires⁸⁹. Un long article explique que Kiev aurait déjà affiché sa volonté d'avoir un programme nucléaire, et cite le président russe affirmant que la démilitarisation de l'Ukraine visait notamment à éviter une prise de contrôle de certaines infrastructures nucléaires par les nationalistes ukrainiens⁹⁰. Comme souvent, des articles rédigés par des étrangers visent aussi à appuyer le récit officiel, tout en évitant d'exposer les journalistes chinois.

⁸⁴ « Déclaration conjointe de la République populaire de Chine et de l'Ukraine sur l'approfondissement du partenariat stratégique » ([中华人民共和国和乌克兰关于进一步深化战略伙伴关系的联合声明](#)), 5 décembre 2013.

⁸⁵ « Statement on security assurances issued on 5 April 1995 », [People's Republic of China](#), 6 avril 1995.

⁸⁶ Yu Miles, « Inside China: Ukraine gets nuclear umbrella », [The Washington Times](#), 12 décembre 2013.

⁸⁷ « Le parapluie nucléaire de la Chine pour l'Ukraine est un malentendu, ce n'est pas la même chose que les États-Unis » (中国给乌克兰核保护伞是误解 与美国非一回事), [Global Times](#), 10 décembre 2013.

⁸⁸ « La Chine a promis un parapluie nucléaire à l'Ukraine ? Faux ! » (中国承诺为乌克兰提供核保护伞？假！), [The Paper](#), 26 février 2022.

⁸⁹ « Les États-Unis aident l'Ukraine à développer des armes chimiques, biologiques et nucléaires : un responsable russe » (俄罗斯官员：美国正帮助乌克兰研发生化核武器), [Quotidien du Peuple](#), 16 mars 2022.

⁹⁰ « Ramener les armes nucléaires américaines chez elles ! Pourquoi Poutine se méfie-t-il de la "possession nucléaire" de l'Ukraine ? » (让美国核武器回家！普京为何警惕乌克兰“拥核”?), [Xinhua](#), 3 mars 2022.

C'est le cas par exemple avec l'article de l'américain Francis A. Boyle pour le *China Daily* qui affirme que le leadership ukrainien chercherait à « acquérir des armes nucléaires »⁹¹.

Certains blogs chinois non-censurés relayés par le moteur de recherche *Baidu* vont beaucoup plus loin, affirmant en s'appuyant sur des « sources russes » que les Ukrainiens chercheraient à détruire les preuves du développement d'armes nucléaires, que des armes auraient été trouvées à la centrale de Zaporozhye, ou encore que les forces armées ukrainiennes s'apprêteraient à utiliser des « bombes sales », tout ceci faisant partie d'un complot américain visant à semer la panique en Europe⁹².

Mais surtout, il convient de souligner qu'un autre sujet pas du tout abordé en Europe anime fortement les médias d'État chinois, à tel point que plusieurs éditoriaux y ont été récemment consacrés. Fin février, l'ancien Premier ministre japonais Abe Shinzo a déclaré que le Japon devrait envisager un accord de partage des armes nucléaires avec les États-Unis du fait de la crise en Ukraine, en prenant l'exemple de certains alliés de l'OTAN comme l'Allemagne et l'Italie, affirmant que « lorsqu'il s'agit de savoir comment protéger la vie des citoyens japonais et de la nation, je pense que nous devrions mener des discussions en prenant pleinement en considération les différentes options »⁹³. Ces propos ont été condamnés par le Premier ministre Kishida le lendemain. L'élue d'Hiroshima a qualifié ces remarques « d'inacceptables ».

La réaction chinoise a été immédiate, tant de la part des diplomates que dans les médias d'État. Un long éditorial publié par le *Global Times* le 28 février affirme que l'ancien dirigeant est un « fanatique » qui fait partie de ces « politiciens japonais de droite qui ont une psychologie perversie qui frise la distorsion »⁹⁴. Il est mentionné que le Japon cherche en réalité à développer un programme nucléaire et qu'il en a la capacité : en matière de production de matières fissiles, de simulation des essais, mais aussi de développement des plates-formes.

Guo Xiaobing, le directeur du centre de recherche sur le contrôle des armements du CICIR, le centre de recherche du ministère de la Sécurité d'État, présente une analyse plus raisonnée mais tout aussi critique⁹⁵. Il souligne que cela reviendrait à ce que le pays rompe les « Trois principes non-nucléaires » du pays et ait le contrôle sur les armes nucléaires américaines en cas de guerre. Surtout, cela pourrait ouvrir la voie à un accord de partage nucléaire avec la Corée du Sud et Taïwan.

Concernant la sécurité des centrales nucléaires ukrainiennes, les médias chinois sont beaucoup plus prolifiques. De nombreux articles factuels reprennent les déclarations et les inquiétudes du Directeur général de l'AIEA, l'ambassadeur Rafael Mariano Grossi⁹⁶, ainsi que la position officielle de la Chine présentée le 4 mars 2022 au Conseil de sécurité des Nations unies par le représentant chinois,

⁹¹ Francis A. Boyle, « NATO expansion triggered Russia-Ukraine conflict », *China Daily*, 8 mars 2022.

⁹² « L'Ukraine développe des armes nucléaires, fait exploser son propre institut et enterre plus de 50 personnes vivantes pour détruire les preuves » (乌克兰正研发核武器, 为毁掉证据, 自己炸掉研究所, 活埋50多人), *排头观察*, 12 mars 2022.

⁹³ « Japan should consider hosting U.S. nuclear weapons, Abe says », *Japan Times*, 27 février 2022.

⁹⁴ Éditorial, « Alert! Abe's remarks are unlocking Japan's militarism », *Global Times*, 28 février 2022.

⁹⁵ Guo Xiaobing (郭晓兵), « Méfiez-vous de l'agitation de la droite japonaise en faveur du "partage nucléaire" » (警惕日本右翼鼓噪“核共享”), *Global Times*, 3 mars 2022.

⁹⁶ « Q&A sur l'incendie de la centrale nucléaire de Zaporozhye » (热点问答: 乌克兰扎波罗热核电站起火三问), *Xinhua*, 4 mars 2022.

l'ambassadeur Zhang Jun. L'objectif est de rassurer sur la situation, tout en soulignant que Pékin prend en compte les informations et clarifications apportées par la Russie⁹⁷.

Surtout, la parole est très largement donnée aux experts russes. L'agence de presse *Xinhua* cite par exemple le site gouvernemental russe « *Fighting Fake News* » qui réfute la rumeur selon laquelle la situation à la centrale de Zaporozhye s'était « détériorée »⁹⁸. Un article va plus loin en affirmant que les forces armées russes ont été déployées autour de la centrale de Tchernobyl pour empêcher les extrémistes ukrainiens de détruire le sarcophage de la centrale, ce qui entraînerait une catastrophe humanitaire régionale⁹⁹. Un long article de blog reprend quant à lui l'analyse de l'expert russe Kirill Sazonov affirmant que la Russie n'a aucun intérêt à attaquer la centrale, que le réacteur principal résisterait à des frappes, et qu'en cas d'incident, il faudrait blâmer les Ukrainiens et non les Russes¹⁰⁰.

6. *Un nouvel avatar de la crise de l'ordre nucléaire mondial ?*

Par Emmanuelle Maitre

En janvier 2022, la publication d'un texte signé conjointement par l'ensemble du P5 sur l'inacceptabilité de la guerre nucléaire semblait traduire la volonté des cinq États dotés de ne pas laisser leurs désaccords saper entièrement les fondements de l'ordre nucléaire mondial, et en particulier du TNP. En effet, cette déclaration avait été prise à l'issue d'une année de discussions en format P5 durant laquelle l'atmosphère avait été qualifiée de constructive¹⁰¹. Si le régime de non-prolifération et de désarmement continuait d'être marqué par des crises et divisions profondes, la reprise d'un format de discussion autour du Plan d'action global conjoint (acronyme anglais JCPOA) avec l'Iran, mais aussi celle d'un dialogue stratégique américano-russe sur la maîtrise des armements pouvaient être considérées comme des signes positifs. Dans ce contexte, la préparation de la dixième conférence d'examen du TNP, reportée à de multiples reprises et actuellement planifiée entre le 1^{er} et le 26 août 2022, avait mis l'accent sur des signes concrets sur lesquels des éléments de progrès semblaient possibles, comme la réduction des risques stratégiques ou encore les usages pacifiques de l'énergie nucléaire¹⁰².

La guerre d'invasion russe contre l'Ukraine porte un nouveau coup à ces efforts, avec des ramifications nombreuses et potentiellement de long terme. De manière immédiate, les déclarations de modération et de retenue du P5 apparaissent comme superficielles et tendent à décrédibiliser une fois de plus les éléments de langage sur un désarmement progressif. Le processus P5, dans son ensemble, a

⁹⁷ « Remarks by Ambassador Zhang Jun at the UN Security Council Briefing on the Safety of Nuclear Facilities in Ukraine », [Chinese Mission to the United Nations](#), 4 mars 2022.

⁹⁸ « Ministère russe de la Défense : des nationalistes ukrainiens ont attaqué la centrale nucléaire de Tchernobyl » (俄国国防部：切尔诺贝利核电站供电设施遭乌克兰民族主义分子攻击), [Xinhua](#), 10 mars 2022.

⁹⁹ « Quels sont les styles de combat utilisés par les troupes russes dans le conflit Russie-Ukraine ? » (俄乌冲突中，俄军使用了哪些作战样式), [China Youth Daily](#), 3 mars 2022.

¹⁰⁰ « La centrale nucléaire ukrainienne n'est pas une cible de l'armée russe ! Experts russes: la poussière d'une explosion nucléaire atteindrait l'Oural » (乌克兰核电站不是俄军的目标！俄专家：核爆炸尘埃会刮到乌拉尔), [Compte Baidu](#), 1^{er} mars 2022.

¹⁰¹ « Avec la Chine, les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et la Russie, la France s'engage pour prévenir la guerre nucléaire et éviter les courses aux armements », Déclaration conjointe, [Elysee.fr](#), 3 janvier 2022.

¹⁰² Emmanuelle Maitre, « Déclaration du P5 : "une guerre nucléaire ne peut pas être gagnée et ne doit jamais être menée" », [Bulletin n°94](#), Observatoire de la Dissuasion, FRS, janvier 2022.

été qualifié de « mort »¹⁰³, et les progrès dans le domaine de la maîtrise des armements semblent désormais extrêmement peu probables. Ainsi, la secrétaire d'État adjointe Wendy Sherman a confirmé que le dialogue stratégique entre les États-Unis et la Russie était interrompu à ce stade¹⁰⁴. Les attentes, déjà modestes, concernant la conférence d'examen, espérant qu'elle puisse à tout le moins réaffirmer l'importance de la norme de non-prolifération, semblent aujourd'hui irréalistes.

En effet, les fondements du régime sont remis en cause, avec comme souvent des interprétations très différentes. Les États les plus revendicatifs dans le domaine du désarmement continuent de réclamer l'universalisation du TIAN et le démantèlement des arsenaux nucléaires. À leurs yeux, la crise actuelle illustre l'urgence de supprimer définitivement le risque de conflit nucléaire, toujours présent et aujourd'hui exacerbé, et cela ne peut passer que par l'élimination des armes¹⁰⁵. Les propos de Vladimir Poutine et les informations selon lesquelles les forces nucléaires russes seraient passées en niveau d'alerte, montrent que des dirigeants de puissances nucléaires peuvent se montrer irresponsables et « jouer » avec le risque nucléaire. Par ailleurs, les risques d'accidents sur les centrales nucléaires ukrainiennes, provoqués *a priori* par la négligence des forces russes, contribuent au climat de crainte face à la dangerosité du nucléaire de manière large¹⁰⁶.

Les défenseurs du rôle joué par la dissuasion nucléaire pour la sécurité internationale estiment également que les événements en cours montrent la validité de leur position. Une fois de plus, la détérioration du contexte stratégique vient donc renforcer la division de la communauté internationale sur la question des armes nucléaires. Alors que les actions de la Fédération de Russie semblent conduire à un abaissement du seuil d'emploi des armes nucléaires, la situation ukrainienne semble mettre l'accent sur le rôle que les armes nucléaires peuvent jouer dans la politique de sécurité d'un pays. Ainsi, des responsables ukrainiens ont souligné le regret qu'ils pouvaient éprouver de s'être séparés de l'arsenal déployé sur le territoire ukrainien, à l'indépendance du pays¹⁰⁷. La « success story » du désarmement ukrainien, déjà ébranlée en 2014, est à nouveau battue en brèche et le discours selon lequel les États qui acceptent de désarmer sont plus vulnérables (discours par exemple régulièrement rappelé par la Corée du Nord), semble légitimé¹⁰⁸.

¹⁰³ Ahmet Üzümcü, Goran Svilanović, Maximilian Hoell, « Nuclear dangers of Russia's war against Ukraine: Implications for multilateral nuclear diplomacy and recommendations for risk reduction », [European Leadership Network](#), 11 mars 2021.

¹⁰⁴ Shannon Bugos, « Putin Orders Russian Nuclear Weapons on Higher Alert », [Arms Control Today](#), mars 2022.

¹⁰⁵ [Joint Statement](#) in relation to the Recent Orders by the Russian Federation to Increase the Readiness of its Nuclear Arsenal, New York, 1^{er} mars 2022.

¹⁰⁶ Mark Hibbs, « What Comes after Russia's Attack on a Ukrainian Nuclear Power Station? », [Commentary](#), Carnegie Endowment for International Peace, 17 mars 2022.

¹⁰⁷ Alexa Philips, « Russian invasion 'wouldn't have happened' if Ukraine still had nuclear weapons », Ukrainian political adviser says », [Sky News](#), 4 mars 2022.

¹⁰⁸ Andreas Umland et Hugo van Essen, « Putin's War Is a Death Blow to Nuclear Nonproliferation », [Foreign Policy](#), 21 mars 2022.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

1. Bibliographie sur le conflit en Ukraine et les questions nucléaires

- Sur les enjeux nucléaires de la crise
 - Matthew Harries, « Putin's Brutal War Shows the Dilemmas of Nuclear Deterrence », [Foreign Policy](#), 22 mars 2022.
 - Patricia Lewis, « How likely is the use of nuclear weapons by Russia? », [Chatham House](#), 1^{er} mars 2022.
 - Ulrich Kühn, « The pathways of inadvertent escalation: Is a NATO-Russia war (now) possible? », [Bulletin of the Atomic Scientists](#), 24 février 2022.
 - Ahmet Üzümcü, Goran Svilanović, Maximilian Hoell, « Nuclear dangers of Russia's war against Ukraine: Implications for multilateral nuclear diplomacy and recommendations for risk reduction », [European Leadership Network](#), 11 mars 2021.
 - Rose Gottemoeller, « How to Stop a New Nuclear Arms Race », [Foreign Affairs](#), 9 mars 2022.
 - Christopher Colletta, « Blundering into a nuclear war in Ukraine: a hypothetical scenario », [NTI](#), 18 mars 2022.
 - Abhishek Saxena, « Russia-Ukraine Crisis from a Nuclear Prism », [CAPS in Focus](#), 4 mars 2022.
 - Sylvia Mishra et Janne E. Nolan, « The Ukraine Crisis and the Global Nuclear Order », [Truman Center](#), 5 mars 2022.
 - Gustav Gressel, « Signal and noise: What Russia's nuclear threat means for Europe », [Commentary](#), ECFR, 2 mars 2022.
 - Francesca Giovannini, « A Hurting Stalemate? The Risks of Nuclear Weapon Use in the Ukraine Crisis », [Bulletin of the Atomic Scientists](#), 27 février 2022.
 - William Alberque, « Belarus seeks to amend its constitution to host Russian nuclear weapons », [IISS](#), 4 février 2022.
 - Joseph Nye, « Nuclear Deterrence after Ukraine », [Project Syndicate](#), 1er mars 2022.
- Sur la dissuasion russe
 - Sarah Bidgood, « Would Vladimir Putin use tactical nuclear weapons in Ukraine? », [The New Statesman](#), 24 mars 2022.
 - Kristin Ven Bruusgaard, « Understanding Putin's Nuclear Decision-Making », [Commentary](#), War on the Rocks, 22 mars 2022.
 - Heather Williams, « Putin is a Nuclear Bully », [Commentary](#), RUSI, 1er mars 2022.
 - Olga Oliker, « Putin's Nuclear Bluff », [Foreign Affairs](#), 11 mars 2022.
 - Jeffrey G. Lewis et Bruno Tertrais, « The Finger on the Button », [Occasional Paper](#), CNS, 15 février 2019.
 - Isabelle Facon, « Une doctrine nucléaire pour la Russie », [Bulletin n°77](#), Observatoire de la Dissuasion, juin 2020.

- Isabelle Facon et Bruno Tertrais, « La Russie et l'emploi des armes nucléaires : le sens des propos de Vladimir Poutine lors de Valdaï-2018 », [Note de la FRS](#) n°21/2018, 5 novembre 2018.
- Isabelle Facon, « La communication dans le domaine de la "dissuasion stratégique" : le cas de la Russie », [Note de la FRS n°23/2018](#), 19 décembre 2018.
- Oliver Meier et Vieluf Maren, « Upsetting the Nuclear Order: How the Rise of Nationalist Populism Increases Nuclear Dangers », *Nonproliferation Review*, 2021.
- Edward Geist, « Is Putin Irrational? What Nuclear Strategic Theory Says about Deterrence of Potentially Irrational Opponents », [The RAND Blog](#), 8 mars 2022.
- Sur le risque d'accident nucléaire
 - James Acton, « The Most Immediate Nuclear Danger in Ukraine Isn't Chernobyl », [Commentary](#), Carnegie Endowment for International Peace, 24 février 2022.
 - Ariel Levite et Toby Dalton, « Averting a Nuclear Dystopia », [Commentary](#), Carnegie Endowment for International Peace, 23 mars 2022.
 - George Moore, « How international law applies to attacks on nuclear and associated facilities in Ukraine », [Bulletin of Atomic Scientists](#), 7 mars 2022.
 - « Nuclear Expert Comment on Samotsvety Nuclear Risk Forecast », [Effective Altruism Forum](#), 26 mars 2022.
- Sur le désarmement ukrainien.
 - Polina Sinovets (ed.), *Ukraine's Nuclear History – A Non-Proliferation perspective*, Springer, 2022.
 - Mariana Budjeryn, *Inheriting the Bomb, The Collapse of the USSR and the Nuclear Disarmament of Ukraine*, Johns Hopkins University Press, 2022.
 - Yuri Kostenko et Lidia Wolanskyj, *Ukraine's Nuclear Disarmament: A History*, Cambridge: Harvard Series in Ukrainian Studies, 2021.
 - William J. Long et Suzette R. Grillot, « Ideas, Beliefs, and Nuclear Policies: The Cases of South Africa and Ukraine », *The Nonproliferation Review*, vol.7, n°1, 2000.
 - John Mearsheimer, « The Case for a Ukrainian Nuclear Deterrent », *Foreign Affairs*, vol. 72, n°3, été 1993.
 - Steven E. Miller, « The Case against a Ukrainian Nuclear Deterrent », *Foreign Affairs*, vol.72, n°3, été 1993.
 - Savita Pande, « Ukraine's Non-Nuclear Option and the NPT », *Strategic Analysis*, vol.17, n°2, 1994.
 - Jeong Won Bourdais Park, DaHoon Chung, « Sovereignty and trading states: denuclearization in Belarus, Kazakhstan, South Africa, and Ukraine », *International Relations*, vol.1, n°24, 2022.
 - William C. Potter, « The Politics of Nuclear Renunciation: The Cases of Belarus, Kazakhstan, and Ukraine », [Occasional Paper](#), n°22, Henry L. Stimson Center, 1995.
 - Nadia Schadlow, « The Denuclearization of Ukraine: Consolidating Ukrainian Security », *Ukraine in the World : Studies in the International Relations and Security Structure of a Newly Independent State*, Harvard Ukrainian Studies, vol.20, 1996.
 - Christopher A. Stevens, « Identity Politics and Nuclear Disarmament », *The Nonproliferation Review*, vol.15, n°1, 2008.
 - Ukraine Nuclear Chronology, [Nuclear Threat Initiative](#), avril 2010
 - Målfrid Braut-Hegghammer, « Should Ukraine Have Kept Soviet Nuclear Weapons? », [PRIO](#), 8 mars 2022.

- Elisande Nexon, « Programme biologique militaire en Ukraine, histoire d'une désinformation russe », [Note de la FRS](#) n°11/2022, mars 2022.
- Mariana Budjeryn et Matthew Bunn, « Ukraine building a nuclear bomb? Dangerous nonsense », [Bulletin of the Atomic Scientists](#), 9 mars 2022.
- Webinaires et podcasts en replay
 - From Nuclear Energy to Nuclear Deterrence: Update on Ukraine, [Belfer Center](#), 9 mars 2022.
 - The War in Ukraine and Reducing the Risk of Nuclear Weapons Use, [CNS](#), 3 mars 2022.
 - War on Ukraine: Nuclear threats and realities, [Chatham House](#), 23 mars 2022.
 - Daily: 21st Century Nuclear War, [The Bunker](#), 13 mars 2021.
 - The Bunga Bunga Theory of Deterrence, [Arms Control Wonk Podcast](#), 14 mars 2022.
 - Deterrence in Ukraine, [Arms Control Wonk Podcast](#), 24 février 2022.
 - The Nuclear Order at a Crossroads? Arms Control, Non-Proliferation, and Disarmament post 24/02/22, [Diplomatic Akademie Wien](#), 26 mars 2022.

CALENDRIER

Prochains webinaires :

- **4 avril 2022** : La *Nuclear Posture Review* 2022 : quelles conséquences pour les alliés ?, IFRI, avec Brad Roberts (débat en présentiel, sur inscription).
- **6 avril 2022** : Living Lies: A Novel of the Iranian Nuclear Weapons Program, [University of Texas at Austin](#), avec James Lawler
- **7 avril 2022** : The Future of US-China Nuclear Relations, [VCDNP](#), avec David Santoro.